



PREFET DU DOUBS

ARRETE N° 2012

OBJET : Portant refus de l'autorisation d'exploiter une installation de traitement biologique de déblais impactés par des hydrocarbures sur la commune de Villers-sous-Montrond par la société BBCI

**LE PREFET DE LA REGION FRANCHE-COMTE
PREFET DU DOUBS
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU

- le Code de l'Environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;
- la nomenclature des installations classées ;
- la demande en date du 10 décembre 2009, présentée par la société BBCI à 25660 SAONE et sollicitant l'autorisation d'exploiter une installation de traitement biologique de déblais impactés par des hydrocarbures sur la commune de Villers-sous-Montrond ;
- le dossier déposé à l'appui de sa demande ;
- l'arrêté préfectoral n° 2011042-09 en date du 11 février 2011 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique du 21 mars au 21 avril 2011 dans les communes de Villers-sous-Montrond, Merey-sous-Montrond, Tarcenay, La Vèze ;
- le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;
- les avis émis par les conseils municipaux des communes de Villers-sous-Montrond, Merey-sous-Montrond, Tarcenay, La Vèze ;
- les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;
- le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 4 avril 2012 proposant l'autorisation, assortie de prescriptions techniques, du projet ;
- l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques dans sa séance du 19 avril 2012 ;

CONSIDÉRANT :

- que le conseil municipal de la commune d'implantation du projet s'est prononcé défavorablement, compte tenu des nuisances sonores et olfactives susceptibles d'être occasionnées pour les riverains, ainsi que du manque de maîtrise des risques potentiels de l'installation ;
- que l'implantation est projetée sur l'aquifère karstique du bassin d'alimentation de la rivière « la Loue » ;
- que l'état de dégradation écologique de ce cours d'eau a justifié la mise en place d'un groupe d'experts scientifiques qui a conclu à l'extrême vulnérabilité de la Loue aux pollutions de diverse nature, en raison de la faible épaisseur des sols et de leur nature karstique qui favorisent le transfert rapide des polluants de la surface vers les eaux d'aquifères puis la rivière ;
- que le projet n'a pas été dimensionné pour garantir l'impossibilité d'un rejet d'eaux susceptibles d'être polluées, notamment lors d'un épisode pluvieux d'intensité supérieure à la pluie décennale ;
- qu'il ne peut être garanti l'absence de risque de débordement des bassins de stockage et de transfert vers le plateau karstique sur lequel il reposerait ;
- qu'il y a lieu d'éviter absolument toutes éventuelles pollutions diffuses à moyen et long terme de l'aquifère karstique et donc de la rivière La Loue,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E**ARTICLE 1**

La demande d'autorisation d'exploiter une installation de traitement biologique de déblais impactés par des hydrocarbures sur la commune de Villers-sous-Montrond par la société BBCI, est refusée.

ARTICLE 2 - NOTIFICATION DELAI ET VOIE DE RECOURS

Le présent arrêté sera notifié à la société BBCI, dont le siège social est 25660 Saône.
La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 3 - PUBLICITE

En application de l'application de l'article R 512-39 du code de l'environnement, un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision est affiché à la mairie de Villers-sous-Montrond pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du Maire. Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture du Doubs.

Un avis est inséré, par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département ou tous les départements intéressés.

ARTICLE 4 - EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture du Doubs, le Maire de Villers-sous-Montrond ainsi que le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie conforme sera également adressée :

- aux Conseils municipaux de : Villers-sous-Montrond, Merey-sous-Montrond, Tarcenay, La Vèze,
- à la Direction Départementale des Territoires,
- à l'Agence Régionale de Santé – Délégation territoriale du Doubs,
- au Service interministériel de défense et de protection civile,
- à la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours,
- au Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine (architecte des bâtiments de France),
- à la Direction Régionale des Affaires Culturelles,
- à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche Comté à Besançon,
- à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche Comté – Unité Territoriale Centre, antenne de Besançon, à Besançon TEMIS.

A Besançon, le



Christian DECHARRIERE